

Zeitschrift: Schweizer Kunst = Art suisse = Arte svizzera = Swiss art
Herausgeber: Visarte Schweiz
Band: - (1985-1986)
Heft: 5

Artikel: Pro Litteris-Teledrama et la protection des artistes = Pro Litteris-Teledrama (PT) und der Schutz des Künstlers
Autor: Stadelmann, Claude
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-625441>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.04.2026

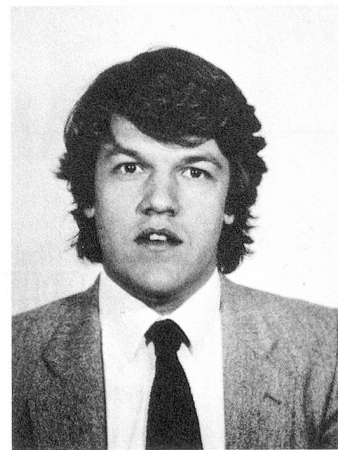
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pro Litteris-Teledrama et la protection des artistes



Dans le cadre de la présentation de la société Pro Litteris-Teledrama, un entretien avec les responsables de la gestion s'imposait. Ainsi, M. Ernst Hefti, directeur et Mme Dorothée Kull, fondée de pouvoir, ont bien voulu répondre à nos questions. Ces dernières s'articulent autour de quatre axes: pourquoi et comment Pro Litteris-Teledrama s'intéresse-t-elle aux arts plastiques? Infrastructure et méthodes de travail? Relations avec l'étranger? Perspectives?

Dans la mesure où M. Ernst Hefti et Mme Dorothée Kull participaient simultanément à l'entretien, nous avons aménagé leurs propos sous la définition de la société.



Art suisse:

Comment et pourquoi Pro Litteris s'intéresse-t-elle aux arts plastiques?

Pro Litteris-Teledrama:

Après la mise en place du regroupement de Pro Litteris et Teledrama, notre champ d'action englobait la totalité de l'œuvre écrite. Par conséquent, notre société accueille les auteurs d'œuvres littéraires et dramatiques qui en font la demande et se charge de gérer leurs droits. Plusieurs facteurs ont ensuite incité Pro Litteris-Teledrama à regarder du côté des arts visuels. En premier lieu une demande officielle d'affiliation nous est parvenue de l'association suisse des graphistes. Parallèlement, les difficultés de la Spadem avec Cosmopress ont révélé d'importantes lacunes pour la défense des artistes suisses dans les autres pays et inversement. En 1982, la Suisse était le seul pays européen où n'existait pas d'infrastructure pour la protection des droits des créateurs dans le domaine des arts plastiques. Enfin, les relations que nous entretenions avec la SPSAS et ses responsables ont confirmé définitivement notre volonté.

Art suisse:

Votre infrastructure et vos méthodes de travail?

Pro Litteris-Teledrama:

Nous ne sommes pas encore organisés pour assurer systématiquement et dans sa globalité le contrôle des droits de nos sociétaires dans le domaine des arts visuels. Précisons ici que nous n'assumons pas la gestion des droits d'auteurs «d'images mobiles» (cinéma, vidéo) qui est de ressort de Suisse Image à Berne avec qui évidemment nous sommes en relation. Dès le moment où nous représentons depuis peu de temps ce secteur de la création artistique, nous nous sommes surtout attelés à

prospector et à inventorier les diverses sources de diffusion et de reproduction d'œuvres plastiques. Dans un premier temps, nous avons adressé une lettre à tous les éditeurs. L'écho fut modeste. Alors nous reprenons des contacts plus ciblés avec les différents moyens d'édition (presse, revues spécialisées, ouvrages, catalogues, posters, cartes, citation STV, etc.). Dans cette procédure d'approche, ou bien on découvre ou bien on nous avertit. Il faut bien remarquer que si notre démarche est tout à fait légale – il s'agit d'un droit – elle est souvent perçue à partir de critères politiques. Et lorsque l'on sait que la révision de la loi relative aux droits d'auteurs fait des allers et retours au Palais fédéral, on comprend mieux les réticences et les hésitations des éditeurs à «jouer le jeu». Aussi avons-nous beaucoup de peine à faire admettre d'abord le principe avant de négocier le montant des redevances. Certains éditeurs se déclarent d'emblée d'accord, d'autres prétendent qu'on les empêche de faire leur travail.

Cette manière empirique de procéder durera encore quelque temps jusqu'au moment où nous pourrions travailler sur la base de contrats fermes tel celui que nous sommes en train de préparer avec la SSR (pour 1987) dans lequel nous appliquerons un tarif à la minute pour deux catégories d'images (image «montrée» et image faisant partie d'un décor).

Actuellement, Pro Litteris-Teledrama a enregistré l'adhésion de plus de 100 artistes dans le secteur des arts plastiques et elle en représente plus de 20 000 en Suisse.

Actuellement 7 personnes composent le personnel de Pro Litteris-Teledrama. 2 à temps complet, 5 à temps partiel. Une assemblée générale et un Conseil, fort de quinze membres, constituent les organes directeurs de la Société.

Art Suisse:

Sur quel mode vos relations avec l'étranger fonctionnent-elles?

Pro Litteris-Teledrama:

Comme nous l'avons relevé plus haut, si nous défendons les droits d'une centaine d'artistes suisses inscrits chez nous dans la domaine des arts visuels, nous en représentons plus de 20 000 enregistrés auprès de sociétés consœurs. Et ce qui est vrai pour les arts plastiques l'est évidemment aussi pour le secteur de la création littéraire et dramatique. Ainsi, aujourd'hui P.L. compte environ 1200 sociétaires suisses et représente plus de 100 000 créateurs dans notre pays. Et le mode de fonctionnement s'articule sur le principe de la réciprocité avec les sociétés de droits d'auteurs légalement organisées à l'étranger. Il ne faut jamais oublier pour comprendre notre système de protection des droits des auteurs et des artistes que nous n'intervenons pas dans les relations entre créateurs et éditeurs pour gérer les droits. Nous agissons comme un moyen de contrôle vis-à-vis des auteurs. Autrement c'est l'utilisation secondaire des œuvres qui nous concerne en priorité.

Art suisse:

Comment fixez-vous les tarifs des redevances?

Pro Litteris-Teledrama:

Pour les arts plastiques, nous avons établi un barème en fonction de la surface qu'occupe la reproduction de l'œuvre, de la technique de reproduction (noir-blanc ou couleurs), de la nature du support (quotidien, magazine, revue spécialisée, livre, etc.), enfin en fonction de l'importance du tirage. Pro Litteris gère les droits individuels des auteurs et des artistes et non pas ceux du journal. Si nous avons comme principe le contrôle de tous les moyens de diffusion et de reproduction d'œuvres d'art, du plus important au plus modeste, nos tarifs demeurent les mêmes pour chaque créateur et ne tiennent donc pas compte de sa réputation.

Art suisse:

Dans quelles perspectives se dirigera votre travail?

Pro Litteris-Teledrama:

Parallèlement à notre campagne d'adhésion, à travers laquelle nous nous efforçons de faire comprendre aux artistes les avantages qu'ils tirent en devenant sociétaires, nous développerons notre infrastructure. Elle devrait nous permettre d'aménager une systématique pour le contrôle adapté au volume de notre activité et capable de suivre de très près l'évolution du débat sur la révision de la loi sur le droit d'auteur et le droit de suite, ce dernier intéressant en priorité les artistes visuels qui dans ce cas toucheront un pourcentage sur l'excédent de recettes lors de la vente de leurs œuvres. Ce droit a déjà fait ses preuves en France et en République fédérale allemande. En outre, nous prospectons beaucoup dans le domaine des nouveaux moyens de diffusion, telle la cablodiffusion. Et dès cette année notre enquête sur la reprographie débouche sur une procédure opérationnelle de redevances pour les photocopies d'œuvres protégées. En effet, les sondages que nous avons commandés à des institutions spécialisées nous ont permis de mesurer le pourcentage de matériel protégé que pouvait «cracher» une photocopieuse installée dans une grande surface ou une entreprise. A partir de cette donnée, nous avons établi un tarif avec un coefficient différencié par établissement. Sur cette base, nous pouvons négocier avec les partenaires pour fixer un forfait à partir d'une clé de répartition. Le montant de la redevance est en principe de 6 centimes par photocopie protégée. Il s'agit là d'un «marché» potentiel énorme et nous avons besoin de beaucoup de temps et d'une importante énergie pour tenter de la maîtriser. Mais c'est là une des grandes ambitions de Pro Litteris-Teledrama.

Propos recueillis par
Claude Stadelmann

Pro Litteris-Teledrama (PT) und der Schutz des Künstlers

Im Rahmen der Vorstellung von PT drängte sich eine Befragung der Verantwortlichen auf. Herr Dr. Ernst Hefti, Direktor, und Frau Dorothee Kull, Prokuristin, haben auf unsere Fragen geantwortet, die im Prinzip um 4 Themen kreisen: Warum und in welcher Form interessiert sich PT

für die bildende Kunst? Infrastruktur und Arbeitsmethoden? Beziehungen zum Ausland? Perspektiven? Herr Ernst Hefti und Frau Dorothee Kull haben gleichzeitig an unserem Gespräch teilgenommen. Ihre Antworten finden sich deshalb unter PT (Pro Litteris-Teledrama).



SK:

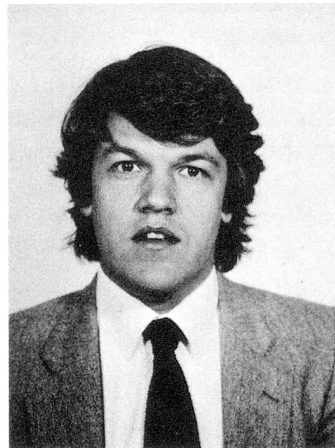
Ihre Infrastruktur und ihre Arbeitsmethoden?

PT:

Wir sind im Moment noch nicht so organisiert, dass wir die systematische Kontrolle der Rechte unserer Mitglieder auf dem Gebiete der bildenden Kunst ausüben können. Zu präzisieren ist hier auch, dass die Rechte der «beweglichen Bilder» (Kino, Video) nicht von uns, sondern von Suissimage, mit der wir in Verbindung stehen, wahrgenommen werden. Da wir erst seit kurzem die bildende Kunst vertreten, haben wir uns vorerst damit befasst, alle Verteilerquellen und Möglichkeiten der Werkwiedergabe zusammenzufassen. Mit einem Schreiben haben wir uns an die Nutzer gewandt – mit bescheidenem Echo. Gezielte Kontakte haben dann stattgefunden mit verschiedenen Publikationsorganen (Presse, Fachzeitschriften, Kataloge, Poster, Karten, Fernsehen usw.). Zum Teil werden uns Veröffentlichungen gemeldet, zum Teil spüren wir sie auf. Und obwohl unsere Bemühungen gesetzlich und legal abgestützt sind, werden sie oft aufgrund politischer Motivation hintertrieben. Da bekanntlich die Revision des neuen Urheberrechtsgesetzes im Bundeshaus hin- und hergeschoben wird, kann man verstehen, dass die Nutzer zögern mitzuspielen. Es gibt Nutzer, die von Anfang an einverstanden sind, andere wiederum fühlen sich in ihrer Arbeit behindert. Dieses empirische Vorgehen wird noch einige Zeit andauern, mindestens bis zum Zeitpunkt, wo wir auf der Basis fester Verträge arbeiten können. In Vorbereitung ist ein Vertrag mit der SRG (für 1987), der einen Minutentarif für zwei verschiedene Kategorien enthält («gezeigtes» Bild und Bild als Teil der Dekoration).

Im Moment sind mehr als 100 bildende Künstler bei Pro Litteris-Teledrama eingeschrieben; im ganzen vertritt PT mehr als 20 000 Künstler in der Schweiz.

7 Personen arbeiten bei PT, 2 im Vollamt, 5 in Teilzeit. Generalversammlungen und ein Vorstand aus 15 Mitgliedern sind die obersten Organe von PT.



SK:

Auf welchem Modus basieren ihre Beziehungen zum Ausland?

PT:

Wie wir weiter oben ausgeführt haben, vertreten wir rund 100 Künstler aus der Schweiz. Dazu kommen rund 20 000 Künstler, die bei ausländischen Schwestergesellschaften eingeschrieben sind und durch uns in der Schweiz vertreten werden. Das gleiche gilt für den Sektor Literatur und Dramatik. Zusammen vertritt demnach PT rund 1200 Schweizer Mitglieder und die Rechte von mehr als 100 000 weiteren Urhebern hier in der Schweiz. Das ganze System basiert auf dem Prinzip der Gegenseitigkeit mit den ausländischen Urheberrechtsgesellschaften. Man darf dabei nie vergessen, dass sich die Urheberrechtsgesellschaften nie in die Abmachungen zwischen Urheber und Nutzer einmischen. Wir verstehen uns als Kontrollorgan gegenüber dem Urheber.

SK:

Wie werden die Tarife festgelegt?

PT:

Für die bildende Kunst haben wir einen Bildtarif geschaffen, der aufgeteilt ist in Reproduktionen (Zeitungen/Zeitschriften, Fachzeitschriften, Bücher, Broschüren usw.) – schwarz/weiss – farbig – Auflage usw. PT nimmt die Rechte des Urhebers wahr, nicht diejenigen des Nutzers. Das Kontrollsystem umfasst alle Reproduktionsmöglichkeiten, wichtige und bescheidene, basiert jedoch auf dem gleichen Tarif für alle Urheber, oh-

ne Rücksichtnahme auf seinen Bekanntheitsgrad.

SK:

In welche Richtung bewegt sich Ihre Arbeit?

PT:

Parallel zu unserer Aktion, die zum Ziel hat, den bildenden Künstlern die Vorteile eines Beitritts klarzumachen, sind wir daran, unsere Infrastruktur auszubauen. Sie muss uns erlauben, die Kontrolle effizient auszuüben und gleichzeitig die Debatten um die Revision des Urheberrechtsgesetzes und die Einführung des Folgerechtes zu verfolgen und zu begleiten. Das Folgerecht betrifft im besonderen die bildenden Künstler, die beteiligt würden am Gewinn beim Weiterverkauf ihrer Werke. In Frankreich und Deutschland hat sich dieses Recht gut eingespielt. Wir haben uns mit den neuen Verteilersystemen, wie Kabelfernsehen, auseinandersetzen. Und seit 1985 sind unsere Bemühungen um Beteiligung des Urhebers an den Fotokopien von geschützten Werken von einigem Erfolg gekrönt. So haben Untersuchungen durch spezialisierte Institute uns ermöglicht, einen Tarif und Verträge mit Grossfirmen auszuarbeiten. Im Prinzip basieren diese Verträge auf einem Betrag von 6 Rappen pro geschützte Kopie. Dieser «Markt» erschliesst enorme Möglichkeiten. Wir werden viel Zeit und Kraft aufwenden müssen, um ihn einigermaßen in den Griff zu bekommen. Dies ist jedoch eines der ambitionierten Ziele von Pro Litteris-Teledrama.

Claude Stadelmann

SK (Schweizer Kunst):

Warum und in welcher Form ist PT an der bildenden Kunst interessiert?

PT:

Nach dem Zusammenschluss von Pro Litteris und Teledrama deckten wir das gesamte geschriebene Werk ab, d.h. dass unsere Gesellschaft die bei uns eingetretenen Autoren von literarischen und dramatischen Werken vertritt. Verschiedene Faktoren haben dazu geführt, dass sich anschliessend PT um die bildende Kunst bemüht hat. Zuerst ist die schweiz. Grafikerorganisation an uns gelangt mit dem Wunsche, sich uns anzuschliessen. Fast gleichzeitig haben die Schwierigkeiten zwischen Spadem und Cosmopress wichtige Lücken in der Vertretung der bildenden Künstler in anderen Ländern (und umgekehrt) aufgezeigt. 1982 war die Schweiz als einziges Land ohne Infrastruktur zur Vertretung der Rechte der Urheber auf dem Sektor der bildenden Kunst. Schlussendlich haben unsere Beziehungen zu den Verantwortlichen der GSMBA definitiv dazu geführt, die bildenden Künstler bei uns aufzunehmen.